

Bataille de chiffres autour des fermetures de classes en milieu rural

Paris, 15 mars 2018 (AFP) -

C'est le coeur du déplacement d'Emmanuel Macron jeudi en Touraine: une vive polémique oppose acteurs du monde éducatif au gouvernement sur les fermetures de classes en zones rurales, qui feraient les frais des dédoublements dans l'éducation prioritaire en ville.

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a assuré début mars que seraient fermées à la rentrée prochaine 200 à 300 classes rurales "grand maximum" (en solde net).

Une diminution nettement moindre qu'en 2015 et 2016, où dans les 45 départements les plus ruraux avaient été fermées 1.200 classes (en solde net) sur le cumul de ces deux années, a assuré le ministère. Des chiffres contestés par les syndicats.

Ces fermetures de classes --à ne pas confondre avec des fermetures d'écoles-- accompagnent le recul démographique : la rentrée 2018 verra 32.000 élèves de moins franchir les portes des écoles maternelles et élémentaires publiques, une baisse sensible notamment en zones rurales.

Chaque année, des classes ferment dans ces zones. Mais cette fois, les syndicats d'enseignants estiment que ce vivier a particulièrement été mis à contribution, afin de dégager des postes pour le dédoublement des CP et CE1 en zone d'éducation prioritaire, qui s'étend à la rentrée 2018.

"Une erreur politique", selon Francette Popineau, à la tête du Snuipp-FSU, premier syndicat des enseignants du primaire, qui estime que le gouvernement n'a pas "suffisamment budgété cette mesure-phare".

"Cette idée est fautive", a rétorqué Emmanuel Macron jeudi, lors d'un déplacement en Touraine.

A la rentrée 2017, le dédoublement des CP REP+ (éducation prioritaire renforcée) nécessitait 2.400 postes. En septembre 2018, cette mesure s'étendra aux CP REP et débute pour les CE1 de REP+ et REP, ce qui nécessitera, selon les syndicats, 7.200 postes en plus.

Avec la baisse démographique, on récupère 1.200 postes. Qui s'ajoutent aux 3.800 postes créés par le ministère de l'Education, dont 200 réservés à deux dispositifs particuliers (scolarisation des enfants autistes et conventions ruralité). On a donc 7.200 postes réclamés pour les dédoublements, face à 4.800 postes "disponibles".

Le syndicat SE-Unsa a sorti ses calculatrices et compté près de 600 classes fermées en milieu rural (solde net). Pour expliquer ce "décalage" avec les chiffres du ministère, Xavier Suelvès, chargé du premier degré au syndicat, souligne que son organisation prend en compte les fermetures de classes dans des zones rurales mais qui ne font pas toutes partie des 45 départements considérés comme ruraux.

Par exemple, l'Hérault n'est pas classé comme rural mais compte des zones rurales qui subissent des fermetures de classe, indique-t-il.

Selon le ministère, les 45 départements ruraux enregistrent pour le moment pour la rentrée 783 ouvertures contre 990 fermetures, soit 207 fermetures en solde net.

Des ouvertures qui ont lieu dans les villes de ces départements, font valoir les syndicats. "Ce qui est mal vécu, c'est la fermeture d'une classe à 15 élèves dans une école rurale et l'ouverture d'une classe à 12 à quelques dizaines de kilomètres, en éducation prioritaire", déclare la secrétaire nationale du SNUipp, pourtant favorable au dédoublement des classes REP.

"Le ministère met en concurrence les enfants des champs et les enfants de villes", regrette-t-elle

fmp-leb/epe/fm

Afp le 15 mars 18 à 17 19.